

SCAN : « Il est moralement, politiquement et juridiquement indéfendable de permettre au chef de l'Etat de s'octroyer un troisième mandat [] » Khalifa Gassama Diaby

écrit par GuineePolitique© | 26 septembre 2019



Khalifa Gassama Diaby, ancien ministre de l'Unité nationale et de la Citoyenneté, dans l'émission Grandes Gueules d'Espace fm (septembre 2019)

« Il est moralement, politiquement et juridiquement indéfendable de permettre au chef de l'Etat de s'octroyer un troisième mandat ou un premier mandat d'une nouvelle république »

« Accepter cette idée de troisième mandat ou de modification

constitutionnelle, c'est tuer l'espérance démocratique dans notre pays ».

[Lire la source Ledjely](#)



Tierno Monémbo, dans une chronique intitulée « Mugabe, Sékou Touré, le FLN et les autres » (septembre 2019)

« Évidemment, il y aura toujours des ethnologues, des sociologues – pourquoi pas des tératologues ? – pour justifier la barbarie et défendre l'indéfendable. Normal, ce sont des intellectuels, donc des individus dont la démagogie est la raison de vivre. Et qu'est-ce qui est plus démagogue qu'un intellectuel ? Un intellectuel africain ! OK, ces héros aux mains tachées de sang ont brillamment libéré leurs peuples du joug colonial. OK, ce sont eux et personne d'autre qui nous ont rendu notre fierté d'Africains ! Cela ne fait pas d'eux les propriétaires de notre sol et de notre sous-sol, de notre mémoire et de notre âme ».

[Lire la source Lepoint](#)



Bah Oury, ancien ministre, président de l'Union pour la Démocratie et le Développement (UDD), après l'audience avec le premier ministre Kassory Fofana (septembre 2019)

« Aujourd'hui, il serait contreproductif pour nos intérêts nationaux d'aller dans le sens d'une modification ou d'un changement constitutionnel... Nous souhaitons que le Président Alpha Condé aille dans le sens de la nécessité pour permettre à la Guinée d'avoir une alternance démocratique apaisée, réconciliatrice, qui permettrait à la Guinée d'être sur les rails de la démocratie ».

[Lire la source Guineenews](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

Une semaine de la citoyenneté en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 26 septembre 2019



Tops et flops de la semaine.



Khalifa Gassama Diaby le ministre de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté à travers **l'initiative de la semaine de la citoyenneté**.



Une journaliste qui l'interrogeait en anglais Alpha Condé répond « **Moi je parle français hein (...)** » [Lien vidéo](#)

Le Gouvernement pour **l'amateurisme/affairisme dans l'organisation du Hadj 2016** où certains fidèles musulmans ne sont toujours pas en possession de leurs bagages qui seraient encore bloqués en Arabie Saoudite.

Le ministre Gassama Diaby et la problématique de la citoyenneté

écrit par GuineePolitique© | 26 septembre 2019



Semaine nationale de la Citoyenneté

Initiée par le ministre de l'unité nationale et de la citoyenneté Khalifa Gassama Diaby, la première édition de la semaine nationale de la citoyenneté se tiendra du 1^{er} au 7 novembre 2016. Le thème retenu est « citoyenneté et civisme pour la paix, la démocratie et le développement ».

Introduit lors du conseil des ministres du 29 septembre 2016 cependant instituée en Guinée par la Loi L/2016/038/AN du 28 juillet 2016, le projet d'organisation de la Première édition de la Semaine Nationale de la Citoyenneté et de la Paix avait obtenu l'aval du conseil, même si quelques soucis financiers ont failli le renvoyer aux calendes grecques. Selon le ministre, l'objectif principal de cette initiative est de contribuer à la promotion de la culture citoyenne et de la paix dans notre pays ; de promouvoir des attitudes et comportements citoyens, respectueux des lois de notre pays et du vivre ensemble ; de renforcer la jouissance des droits et libertés des citoyens, tant du côté des citoyens eux-mêmes que de la part de l'Etat et de ses démembrements. Spécifiquement, il s'agit de sensibiliser les populations sur la notion de la culture et l'esprit de la citoyenneté ainsi que de leur participation à la consolidation de la paix; susciter des réflexions sur la responsabilité du citoyen vis-à-vis de sa patrie, mais aussi sur ses droits, ses libertés et ses devoirs et obligations ; susciter des réflexions sur la notion de nation, de solidarité nationale et de la fraternité républicaine ; susciter des réflexions sur les liens entre la culture citoyenne, l'idée de nation et le système démocratique.

contact@guineepolitique.com